

L'ANARCHISME ESPAGNOL...

«España es un país lleno de fuerza, de empuje, de vida. Una de las pocas naciones de Occidente que todavía tiene que decir algo al mundo». Pablo NERUDA - 1964.

Cinquième partie: LA QUESTION AGRAIRE EN ANDALOUSIE; LE PROCÈS DE "LA MAIN NOIRE"; LES CONSÉQUENCES DE LA RECONQUÊTE.

La brillante civilisation maure, qui avait fait de l'Espagne du Sud l'un des centres intellectuels et artistiques de l'Europe, fut méprisée et anéantie par les chrétiens, lors de la «*Reconquête*». La terre si soigneusement exploitée et mise en valeur par les Arabes fut abandonnée et se dégrada rapidement. D'immenses troupeaux de moutons semi-errants achevèrent, en l'espace de quelques siècles, ce que la barbarie ignare des conquérants castillans avait épargné.

Cependant, au seuil des temps modernes, des économistes espagnols s'intéressèrent au problème andalou. Divers projets furent élaborés. C'est alors que l'on doit situer l'apparition de ce que Joaquín Costa nomme «*l'École d'Économie Collectiviste*». Le gouvernement central tenta même de réaliser certains plans, visant au contrôle, puis à la nationalisation de la plus grande partie des terres. Mais, affaibli, l'État ne possédait plus l'autorité que nécessitait cette entreprise, d'autant plus qu'il restait fidèle à la vieille conviction castillane, qui devait ruiner l'Espagne, selon laquelle l'élevage du mouton est «*moralement*» supérieur à l'agriculture.

LA VENTE DES BIENS COMMUNAUX

Vers l'année 1750, presque toute l'Espagne appartenait soit au clergé, soit aux nobles, sous forme de biens inaliénables, le reste étant la propriété des communes. Citons au passage certaines théories collectivistes des 16^{ème} et 17^{ème} siècles, qui condamnaient la propriété privée, encourageaient la nationalisation, tout en laissant une place importante à la gestion communale. C'est conformément à ces principes que Olovide fonda des colonies allemandes à *La Carolina*, et en d'autres lieux proches de Cordoue.

En 1812, les Cortès de Cadix, se prononçant pour la réforme agraire, se rangèrent à l'avis de l'économiste Jovellanos, disciple de Adam Smith. Les biens communaux furent mis en vente, et naturellement achetés par des bourgeois fortunés. Le résultat désastreux de cette opération fut d'augmenter, surtout en Andalousie, le nombre des grands domaines. En conséquence, vers 1855, commencèrent d'éclater les soulèvements paysans qui devaient se multiplier au cours du demi-siècle suivant. Ce libéralisme doctrinaire, qui s'appuyait sur une petite bourgeoisie avide de s'enrichir en exploitant la terre, livra les paysans à l'exploitation féroce d'une nouvelle classe de grands propriétaires. C'est cette classe qui, depuis 1843 (dictature de Narvaez) détient le pouvoir réel en Espagne. En Estrémadure, Andalousie et Manche, 7.000 propriétaires possèdent plus de 6 millions d'hectares.

LA QUESTION ANDALOUSE

Lors de la *Reconquête*, Ferdinand III offrit ces domaines musulmans aux seigneurs qui l'avaient aidé à entrer dans Séville. Un tiers des grands domaines andalous ont cette origine, les autres proviennent du démantèlement des biens du clergé et des biens communaux au 19^{ème} siècle.

En 1932, Pascual Carrión rapporte que ces grands domaines occupent 41% de la superficie totale de la province de Cordoue, 50% de celle de Séville et 58% de celle de Cadix. Dans trois des districts administratifs de la province de Cadix, les grandes propriétés représentent 77, 84 et 96% de la superficie totale.

Campomanes écrit en 1870: «*En Andalousie, presque tous les habitants sont de simples journaliers qui n'ont qu'un emploi temporaire et précaire, et vivent, le reste de l'année dans la misère, plongés dans une oisiveté forcée. Leurs femmes et leurs enfants n'ont aucun travail et tous, s'entassant dans les villes et les bourgs, y vivent de la charité publique..., dans un état de famine lamentable, sans rapport avec la fertilité du sol, et qui n'est certainement pas due à de la paresse de leur part*» (Cartas politico-économicas, carta III).

Cette lettre de Campomanes fait ressortir les révoltantes conditions économiques et sociales dans lesquelles «*vivent*» les travailleurs du sud. Celles-ci, et l'attitude inhumaine des propriétaires et des régisseurs, provoquent de violentes révoltes, et créent un climat favorable à la propagation de nos idées. Cependant, la bourgeoisie veille et sanctionne avec une cruauté exemplaire. Un des nombreux mouvements de grève qui secouent ces régions est le prétexte à une répression rapide qui démantèlera notre organisation dans ces contrées.

LA MAIN NOIRE

Dans les provinces de Cadix et de Séville, des champs avaient été incendiés, et depuis quelques jours, les ouvriers agricoles de la région de Jerez étaient en grève. Face à ce succès grandissant des actions révolutionnaires, la bourgeoisie, aidée par la police locale, décide d'écraser la révolte.

Dans ces régions existent de nombreuses sociétés secrètes qui condamnent à mort, non pas les propriétaires, mais les indicateurs de la police. «*Los desheredados*» en font partie. Mettant cet état de fait à profit, la police échafaude un vaste complot qui va lui permettre de condamner tous les anarchistes des environs. Elle invente une «*terrible secte*»: «*La Mano Negra*». Les documents concernant cette affaire sont, par la nature même de celle-ci, fort rares. Seuls existent «*officiellement*» les rapports et comptes rendus de l'enquête policière. Ce sont eux que nous allons examiner.

L'instruction se livre d'abord à un rapide résumé des faits qui conduisirent à la «*création*» de «*La Main Noire*»: la section espagnole de l'A.I.T. constitue, en 1879, un «*Comité de Guerre*», ce dernier doit élaborer «*le plan révolutionnaire*», dans lequel vient s'insérer «*La Main Noire*»; c'est, toujours selon l'instruction, Alfredo Baccherini, un anarchiste italien, qui a désigné l'Andalousie comme «*le territoire d'essai du terrorisme*». La Main Noire a pour but d'exécuter les «*sentences*» décrétées par «*Le Tribunal Populaire*». En d'autres termes, selon l'accusation de la police, «*La Main Noire*» est le groupe d'action de la Fédération locale de Jerez de La Frontera.

LE PROCÈS

Le procès est instruit à Jerez, vingt-deux anarchistes sont accusés: les trois secrétaires de la Fédération régionale, Pedro et Francisco Corbacho, Juan Ruiz; sept responsables de l'organisation locale, Cristobal Fernandez, Bartolomé et Manuel Gago, Cristobal Fernandez Torrejón, Gregorio Sanchez Novoa, Juan Galan et José León Ortega; douze militants libertaires, Antonio Valero Hermoso, Salvador Moreno Pifieiro, Cristobal Duran Gil, Diego Maestre Morales, Francisco Prieto Beltran, José Gimenez Doblado, Gonzalo Martinez, Rafael Gimenez Becera, Agustin Martinez Saez, Cayetano Cruz, José Fernandez Barrios et Antonio Jaime Domínguez. Tous ces hommes sont arrêtés, et certains d'entre eux sont torturés sur les ordres du Chef de la *Garde Rurale* de Jerez, Tomas Perez Monforte, et du Lieutenant de la *Garde Civique*, un nommé Oliver. Ce sont ces deux laquais de la riche bourgeoisie qui rapportèrent les premiers avoir vu le sigle de «*La Main Noire*» apposé sur une maison de Villamartin. Selon eux, cela, signifiait que le propriétaire de cette demeure avait ainsi été désigné par «*Le Tribunal Populaire*» pour être abattu. Il serait fastidieux, dans le cadre de cette brève étude, d'analyser les détails de l'instruction. Trois procès sont instruits, concernant la mort plus ou moins mystérieuse de quatre individus et d'une femme. La police produit, au simulacre de procès, les pièces qui doivent accabler les libertaires. Elle a «*découvert*», dans une mesure abandonnée, de «*précieux documents*» concernant le fameux «*Tribunal Populaire*»: un exemplaire du «*Credo Révolutionnaire dans l'Anarchie*», un ouvrage intitulé «*La Fédération Ouvrière et le Collectivisme*», ainsi, bien sûr, que le très important «*règlement*» du «*Tribunal Populaire*». En voici quelques extraits:

Il est créé un Tribunal Populaire qui sera chargé de juger et de punir les crimes de la bourgeoisie.

... *Article premier.* - Le Tribunal sera formé de dix hommes appartenant tous à l'A.I.T. et jugés capable de tenir ce poste.

... *Article 2.* - L'objet de ce Tribunal est: - De veiller à conserver les principes de l'Association. - De punir les crimes de la bourgeoisie par tous les moyens dont il dispose: le feu, le fer, le poison ou toute autre chose.

Chaque militant adoptera un nom de guerre...

Ces «documents» sont, bien sûr, fabriqués de toutes pièces. Les «aveux» des accusés sont inventés, ou arrachés sous la torture. Antonio Jaime déclare ainsi avoir le numéro 294 dans la «*Société Secrète Internationale*». L'instruction fait ressortir que ce sont les frères Corbacho qui dirigent la *Fédération Régionale Anarchiste*. Francisco est président du Tribunal et Pedro, vice-président. Francisco reconnaît avoir donné l'ordre de tuer Bartolome Gago, homonyme de l'un des libertaires accusés, et l'une des quatre victimes attribuées à «*La Main Noire*». Enfin, le 14 juin 1884, sont exécutés: Francisco et Pedro Corbacho, Manuel et Bartolome Gago, Juan Ruiz, Gregorio Sanchez Novoa, Cristobal Fernandez Torrej6 et Gonzalo Benitez Alvarez. Les autorités ont fait appel aux bourreaux de Madrid, Albacete et Burgos. Le jour de l'exécution, la prison de Jerez, un ancien couvent, contient 400 prisonniers, appartenant à 150 groupes anarchistes des zones de Arcos, Jerez et Arahah.

Le mouvement libertaire andalou est condamné, une fois encore à la clandestinité. A Barcelone, la Fédération perd du terrain, de farouches dissensions opposent «*Collectivistes*» et «*Communistes Anarchistes*». Cette controverse entraîne l'éclatement de la *Fédération Régionale Espagnole* de l'A.I.T. en 1888. Désormais, il n'y a plus d'organisation unique; dans diverses villes, il existe des petites groupes de militants et d'intellectuels réunis autour de quelque journal hebdomadaire ou bimensuel. En Catalogne paraît «*El Pacto de Solidaridad y Resistencia*», de tendance collectiviste, et «*La Organización Anarquista*», comprenant surtout des anarchistes communistes. En Andalousie, l'anarchisme rural ne quitte sa longue inertie que pour éclater en de brusques accès de violence, telle la «*Marche sur Jerez*», que décrit si admirablement Blasco Ibañez, et qui sera le thème de notre prochaine étude.

Guy de SÉGUR.
